

LES CONDITIONS ACTUELLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

J.K. GAL BRAITH (Denoël 1962)

I - Les conditions du développement économique.

1) "Dans les pays neufs comme dans les pays vieux il est maintenant admis que le développement économique est un impératif".

Depuis la fin de la 2e guerre mondiale l'étude des mécanismes du développement polarise la recherche économique.

2) La recherche économique contemporaine a fait un sérieux effort d'analyse et de définition rigoureuse des concepts et des terminologies, d'approfondissement de la connaissance d'un certain nombre de mécanismes économiques mais elle manque de vues synthétiques.

"Nous avons considéré les différents éléments qui contribuent au développement économique mais nous ne nous soucions pas assez de savoir s'ils seront mis en oeuvre dans un contexte favorable au développement économique".

On tient généralement pour acquis que le milieu est favorable au progrès.

3) La science actuelle du développement repose sur 2 suppositions :

1) Le monde est divisé en pays développés pour lesquels le progrès économique est plus ou moins automatique et facilite une politique économique intelligente et en pays sous-développés pour lesquels le développement est possible si un certain nombre d'éléments sont réunis.

2) Ces éléments sont les suivants : connaissances des techniques modernes, capitaux, main-d'oeuvre qualifiée, un bon plan pour mettre en oeuvre ces facteurs de production.

D'où les remèdes au sous-développement : se procurer l'aide technique à l'étranger, les capitaux à l'étranger et dans le pays en faisant appel à l'épargne nationale ; envoyer des gens à l'étranger pour y acquérir une formation professionnelle, préparer un plan de 5, 7 ou 10 ans.

4) Or :

- si le système gouvernemental n'atteint pas un niveau élémentaire d'efficacité, les investissements, qu'ils soient publics ou privés, sont soumis aux risques, incertitudes et excentricités d'une administration publique déficiente, l'assistance technique ne pourra aider un ministère qui n'existe pas ou une administration qui ne s'intéresse pas au développement, de bons plans ne pourront être élaborés ou mis en application.

- au cours du siècle dernier ce qui fut la condition décisive du progrès économique et social c'est l'instruction publique et l'on peut penser que l'éducation du peuple doit avoir la priorité sur le développement du capital.

- si la richesse et le pouvoir politique sont le monopole d'une petite minorité, les masses qui alors n'ont rien à attendre des éventuelles améliorations, ne travailleront pas davantage ou ne chercheront pas à utiliser des techniques ou des outils plus perfectionnés.

"Ces facteurs, efficacité du gouvernement, instruction, justice sociale sont d'une importance cruciale. Dans beaucoup de pays, quand on cherche à diagnostiquer quel sont les obstacles au progrès, c'est l'absence de ces facteurs qui est essentielle".

5) Le monde a généralisé une conception du développement économique d'après l'expérience du sous-continent asiatique (Inde-Pakistan) pour lequel ces 3 facteurs essentiels sont présents.

6) Le développement économique est un processus continu qui s'étire sur une même ligne depuis les pays neufs d'Afrique jusqu'à l'économie élaborée des nations occidentales. Le diagnostic du sous-développement varie à chaque stade de ce processus.

Dans les stades initiaux il faut : administration efficace, instruction du peuple, justice sociale. Le capital ne devient le facteur clé du développement que dans les pays déjà bien avancés. Dans les pays dits développés, en tête du processus, le capital cesse d'être le facteur clé. Le développement dépend d'un complexe de forces : connaissances techniques et scientifiques, imagination, puissance de travail, etc.

"Il faut un plan approprié à chaque stade particulier dans chaque pays particulier".

Aux premiers stades on se trouve dans un cercle vicieux : il faut créer efficacité administrative, instruction, justice avec un gouvernement inefficace, une élite cultivée réduite, un pouvoir politique qui bénéficie de l'injustice.

Ce n'est que passé ce stade qu'une planification complexe visant à la meilleure affectation du capital devient nécessaire et possible.

\*

\* \*

## II - Pays en voie de développement et pays développés.

1) "Le développement devient plus facile à mesure que l'on est plus développé". Il est d'autant plus facile d'organiser, instruire, épargner que l'on a déjà une administration efficace, des professeurs et du capital. D'où l'écart grandissant entre les pays en tête du développement et les autres.

2) "Etant donné les différents degrés de développement il est naturel qu'un pays prenne pour guide l'expérience de ceux qui le précèdent". Tout pays a quelque chose à prendre chez ceux qui le précèdent et quelque chose à donner à ceux qui le suivent. Tout pays doit être assistant et assisté (sauf peut-être aux extrêmes du processus).

Trois choses peuvent être empruntées aux pays avancés par ceux qui les suivent : le capital, la technique, l'organisation.

a) le capital : l'aptitude à l'utiliser naît du développement. Le capital emprunté risque de se substituer à l'argent qu'on aurait pu gagner grâce aux exportations et de réduire l'indépendance et la confiance en soi.

b) les techniques : certaines techniques entraînent pourtant des économies et conviennent à tous ; d'autres tiennent aux conditions propres des pays avancés (par exemple la rareté de la main-d'oeuvre) et ne conviennent pas forcément aux autres.

c) l'organisation : en général l'organisation et les services des pays avancés ne sont pas la cause mais le résultat du développement.

Empruntée ou fournie inconsidérément une telle organisation entravera le développement des pays moins avancés qui ont des tâches beaucoup plus simples à accomplir. Elle prélevera des ressources et des énergies au détriment de tâches qui sont stratégiquement vitales pour le développement.

\*

\* \*

### III - La théorie de la planification du développement.

1) Dans les économies modernes des pays développés un certain choix doit s'exercer pour l'utilisation des ressources (travail, terre, capital, richesses naturelles) en vue de buts productifs. Ce que l'on appelle le marché effectue une grande partie de ce travail de choix.

Mais on peut rechercher une utilisation plus réfléchie des ressources, préciser les objectifs et donner à l'Etat certains pouvoirs pour atteindre ces objectifs.

Planification et propriété publique ne sont pas liés indissolublement. Quant un pays ne se fixe pas de buts et n'a pas de plan pour les atteindre, on admet couramment qu'il ne va nulle part.

2) Dans les premiers stades du développement la tâche n'est pas de fixer des objectifs de production ni de prévoir des dépenses d'investissement, c'est de poser les fondations d'une structure administrative, sociale et éducative, qui permettra de progresser.

Trois éléments nécessaires à un bon plan :

- a) une stratégie : ce qui est essentiel est clairement séparé de ce qui est utile ou indifférent.
- b) Tenir compte des parties visibles et des parties invisibles des réalisations industrielles c'est-à-dire tenir compte tout autant du prix de revient, du rendement horaire, du travail de direction, des bénéfices que de la production et des investissements.  
Fixer des objectifs pour toutes ces parties permet de faire participer chacun au développement et de déterminer les responsabilités.
- c) Avoir une théorie de la consommation, but ultime de la production.

"Bien spécifier ce qui a une importance stratégique, se préoccuper des résultats invisibles aussi bien que des résultats visibles de l'industrie, avoir une vue claire du consommateur à servir, ce sont là, à mon avis, les 3 points sur lesquels la planification moderne a encore des progrès à faire".

\*

\* \*

IV - Education et développement économique.

L'éducation est à la fois une consommation d'un genre supérieur et une forme d'investissement hautement productive.

Planifier la spécialisation universitaire est une tâche délicate. L'université doit répondre aux exigences du développement et être organisée de telle façon que cela soit possible. Les besoins de la communauté dans son sens le plus large doivent se refléter dans les matières inscrites aux programmes (cf. Economie et Médecine).

\*

\* \*

V - L'instrument de la production.

C'est la firme. La particularité de la firme industrielle c'est qu'elle combine des talents moyens pour réaliser ce que, isolés, les individus ne pourraient pas accomplir.

"L'autonomie, l'indépendance pour la poursuite d'objectifs déterminés clairement, voilà ce qui importe pour le meilleur rendement de la firme".

Dans les pays en voie de développement l'autonomie de la firme est plus spécialement menacée et les objectifs de la firme nationalisée ont rarement été assez clairs.

"L'intrusion de la politique et des recommandations dans la firme nationalisée perturbe profondément le mécanisme subtil des interrelations duquel dépend le développement efficace de cette personnalité de synthèse".

Etalon pouvant mesurer les résultats d'une firme nationalisée dans les pays en voie de développement : somme qu'elle peut distraire de ses gains pour réinvestir dans sa propre expansion.

\*

\* \*